

COMPÉTITIVITÉ

# UN CHEMIN A SE FRAYER

En attendant que le World Economic Forum ne rende sa copie, en fin d'année, la compétitivité du Luxembourg a été passée en revue par l'institut suisse IMD (International Institute for Management Development). Comme tous les ans, il y en a pour tous les goûts... Les optimistes seront satisfaits de voir que le pays figure toujours en haut de ce classement mondial (en 5<sup>e</sup> place, en recul d'un rang par rapport à 2007), au 2<sup>e</sup> rang européen juste derrière la Suisse. Les plus grincheux mettront une nouvelle fois en avant «*les problèmes économiques d'ordre structurel*» autant que «*le manque de diversification de l'économie*» ou encore «*la perte d'attractivité du Luxembourg en matière de politique fiscale en faveur des sociétés implantées au Grand-Duché*»...

A un an des élections législatives, certains mots vont commencer à peser plus que d'autres. La Chambre de Commerce a déjà ouvert le bal: à la lecture de ce rapport, elle stigmatise les mesures prises en 2006 par le Comité de coordination tripartite, lesquelles «*n'ont pas produit des effets palpables en termes d'amélioration de la compétitivité économique*», elle souligne «*la nécessité d'étudier de près les déterminants de l'efficacité des pouvoirs publics*» (lesquels ont été mis à mal par l'étude IMD) et réclame une réforme fiscale pour les entreprises, afin de rendre le pays de nouveau attractif sur ce terrain-là.

Les responsables politiques n'ont pas attendu ce rapport pour lancer les débats. En ce printemps, dans le douillet confort de la Chambre des députés, deux audiences publiques dédiées à la Stratégie de Lisbonne se sont déroulées, cristallisant les réflexions sur les façons d'accroître la compétitivité économique du pays tout en renforçant la cohésion sociale, d'une part, et de concilier une politique en faveur de

Les responsables politiques n'ont pas attendu la publication du rapport de l'IMD pour lancer les débats, dès ce printemps, avec deux audiences publiques dédiées à la Stratégie de Lisbonne.

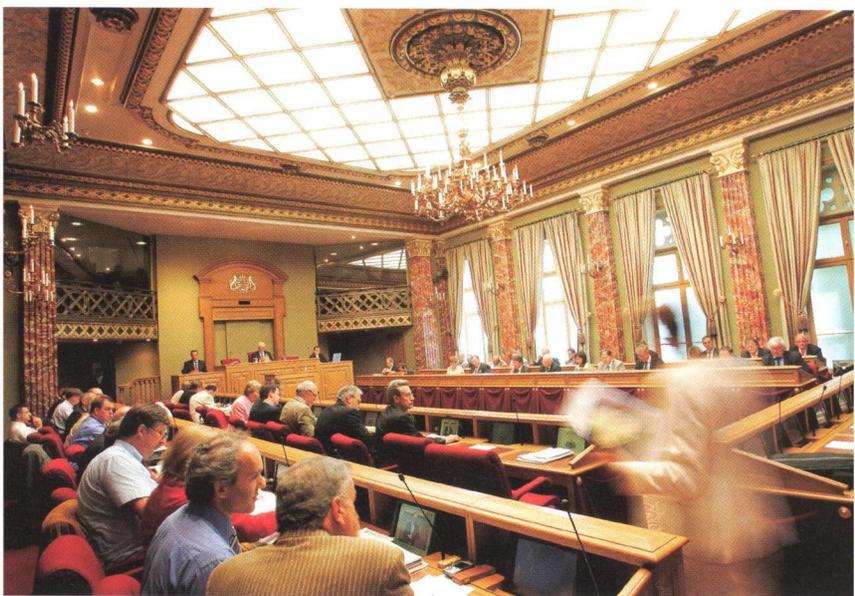


Photo: Luc DeFlorenne

la croissance et de l'emploi avec les préoccupations concernant un développement durable respectueux de l'environnement, d'autre part. Ces grandes discussions doivent déboucher sur la définition d'initiatives et de priorités nouvelles à intégrer dans le prochain plan national de réforme et, accessoirement, dans l'élaboration du nouveau plan stratégique triennal qui sera soumis à la Commission européenne l'automne prochain.

En ces temps de ralentissement économique général, promouvoir, voire relancer la compétitivité d'une nation n'est pas nécessairement l'exercice le plus aisé, qui plus est, en amont d'une double échéance électorale (les élections

sociales de cet automne précéderont de sept mois les festivités de juin 2009). Entre un Jean-Claude Juncker qui déclarait récemment, en substance, que les politiciens savent très bien comment engager des réformes, mais ne savent pas comment le faire en étant réélus la fois suivante, et un Robert Dennewald, président de la Fedil, qui prévient qu'il serait «*irresponsable de reporter toute tentative de réforme à des échéances postélectorales*», il va falloir se frayer un chemin d'où devra commencer à jaillir la vérité.

La situation n'est certainement pas désespérée, pas plus qu'elle n'est encore foncièrement grave, mais le temps semble désormais compté.

|| Jean-Michel Gaudron, rédacteur en chef – *paperJam*